

ISLANDE

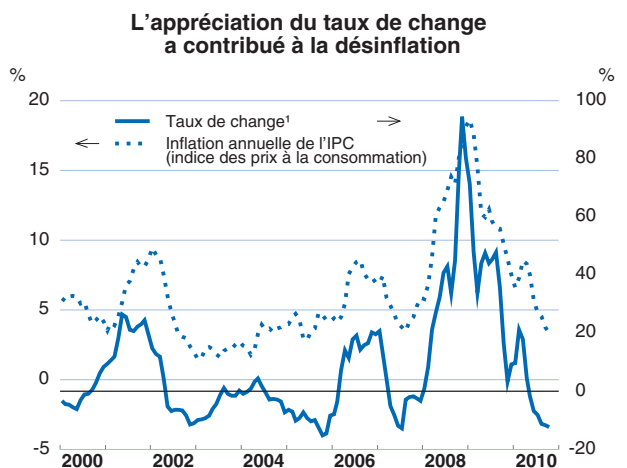
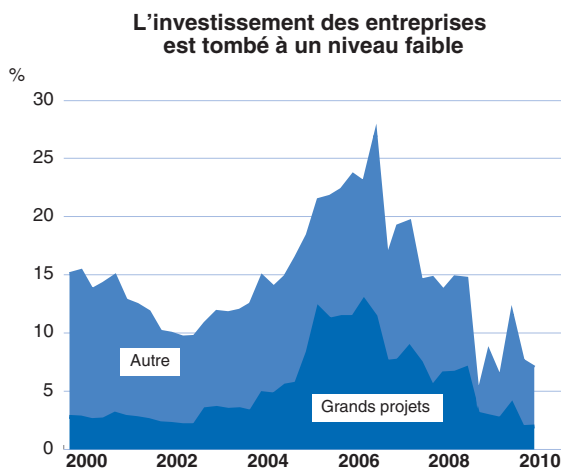
Après la profonde récession des deux dernières années, l'Islande progresse vers la résorption de ses déséquilibres économiques et l'établissement des conditions nécessaires à une croissance économique durable. La reprise devrait s'amorcer au deuxième semestre de 2011, grâce aux investissements d'origine privée prévus dans de grands projets énergétiques et au renforcement des dépenses de consommation des ménages. L'inflation devrait revenir au-dessous de l'objectif de 2½ pour cent fixé dans le cadre de la politique monétaire.

Les autorités ont engagé des politiques d'ajustement rigoureuses conformes au programme appuyé par l'Accord de confirmation conclu avec le FMI. Elles devraient continuer de mettre en œuvre, comme prévu, des mesures suffisantes pour réaliser leurs objectifs d'assainissement budgétaire et renforcer le cadre des finances publiques. La politique monétaire devrait continuer de viser un faible taux d'inflation et la stabilité monétaire alors que les contrôles sur les mouvements de capitaux devraient être encore assouplis dès que les conditions le permettront.

La récession persiste

La profonde récession s'est poursuivie jusqu'au milieu de 2010, la baisse du PIB par rapport à l'année précédente atteignant près de 9 % au deuxième trimestre. L'investissement des entreprises a continué de se contracter en raison du manque de dynamisme de l'activité économique, de l'effort de désendettement et de la fin des grands projets à forte intensité énergétique. Les dépenses de consommation des ménages ont continué de reculer jusqu'au deuxième trimestre de 2010 sous l'effet de la baisse des revenus disponibles et de la nécessité de reconstituer le patrimoine. L'activité économique a aussi été temporairement déprimée par l'éruption volcanique du printemps, qui a réduit le tourisme. Le commerce extérieur de biens et de services est resté néanmoins très excédentaire, même si la balance des opérations courantes a été légèrement déficitaire du fait du niveau élevé des paiements d'intérêt sur la dette. L'emploi (désaisonnalisé)

Islande



1. Taux de croissance annuel des prix des échanges extérieurs (narrow trade index).

Source : Banque centrale d'Islande et Statistics Iceland.

Islande : **Demande, production et prix**


	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	751.6	-7.9	-16.0	-0.8	2.2	2.8
Consommation publique	316.8	4.6	-1.7	-2.0	-2.5	-2.0
Formation brute de capital fixe	373.0	-20.9	-50.9	-14.7	8.4	17.1
Demande intérieure finale	1 441.5	-8.5	-20.8	-3.3	1.7	3.4
Variation des stocks ¹	6.6	-0.4	-0.1	-0.1	0.0	0.1
Demande intérieure totale	1 448.1	-8.8	-20.9	-3.7	1.5	3.5
Exportations de biens et services	453.3	7.1	7.4	-0.1	1.6	2.0
Importations de biens et services	592.9	-18.2	-24.1	0.4	1.7	3.5
Exportations nettes ¹	- 139.6	10.7	14.7	-0.2	0.1	-0.5
PIB aux prix du marché	1 308.5	1.0	-6.8	-3.6	1.5	2.6
Déflateur du PIB	—	11.9	8.9	6.0	3.5	1.8
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	12.7	12.0	5.3	1.8	1.6
Déflateur de la consommation privée	—	14.0	15.3	5.7	2.3	1.6
Taux de chômage	—	3.0	7.3	7.5	8.1	7.5
Solde des administrations publiques ²	—	-13.5	-9.9	-6.3	-2.7	0.6
Balance des opérations courantes ²	—	-22.1	-2.2	-0.9	2.2	2.4

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355008>

a reculé au troisième trimestre de 2010 et le nombre moyen d'heures travaillées a diminué par rapport à l'année précédente (et est sensiblement moindre qu'avant la récession). Mais le taux de chômage (désaisonnalisé) est demeuré à peu près stable à 7.4 %. La hausse des salaires nominaux s'est légèrement accélérée, pour se situer à 4.6 % au cours de l'année se terminant au deuxième trimestre, cette progression étant moins accentuée dans le secteur public que dans le secteur privé. Le taux d'inflation annuel a encore baissé, pour s'établir à 3.3 % en octobre.

Un important programme d'ajustement budgétaire est mis en œuvre

Un important programme d'ajustement budgétaire a été mis en œuvre en 2010, qui a permis de réduire le déficit du budget primaire des administrations publiques passant de 4¼ points de pourcentage du PIB pour le ramener à 2¾ pour cent. Les prévisions reposent sur l'hypothèse que les autorités s'en tiendront aux plans qu'elles ont élaborés pour assurer un excédent primaire de ½ pour cent du PIB en 2011 et de 4 % du PIB l'année suivante. Les restrictions du côté des dépenses représentent environ la moitié de l'assainissement prévu. Si ces plans sont menés à bien, la dette des administrations publiques devrait atteindre son point culminant en 2010, à 125 % du PIB en termes bruts. La dette nette culminera à 46 % du PIB en 2011.

La politique monétaire reste désinflationniste

La politique monétaire continue de viser à préserver la stabilité de la monnaie et à réduire l'inflation. Compte tenu de la vigueur récente de la

couronne et des entrées persistantes de capitaux dans la balance des paiements, la Banque centrale islandaise (BCI) achète des devises depuis août pour consolider les réserves en vue d'un possible assouplissement des contrôles sur les mouvements de capitaux. La BCI a diminué ses taux directeurs de 0.75 point de pourcentage supplémentaire en septembre pour les ramener à 6.25 % pour les emprunts assortis de garanties, ce qui correspond à des taux encore hauts en termes réels, compte tenu de l'important sous-emploi des ressources dans l'économie. De nouvelles réductions des taux directeurs sont prises en compte dans les prévisions, mais les taux réels restent élevés pour soutenir la monnaie. La prochaine phase de la libéralisation des contrôles des mouvements de capitaux, qui impliquera le relèvement des taux sur les actifs à long terme, dépend de la question de savoir si les banques auront suffisamment de liquidités pour faire face au risque de sorties de capitaux et suffisamment de fonds propres pour se prémunir contre toutes pertes éventuelles.

Une décision récente de la Cour suprême se traduira par des pertes pour les banques

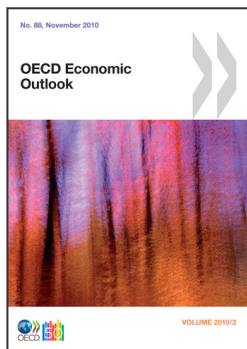
La décision prise récemment par la Cour suprême islandaise de déclarer illégales les clauses d'indexation sur les devises des prêts en monnaie nationale entraînera d'importantes pertes pour les banques islandaises. Les autorités exigeront la recapitalisation des trois nouvelles banques commerciales. Si l'un ou l'autre des établissements bancaires ne respecte pas les normes de fonds propres dans le délai prescrit, elles injecteront des capitaux de catégorie 1 en utilisant un instrument structuré de façon à être isolé des pertes potentielles futures.

Une reprise économique devrait s'amorcer fin 2011

L'économie devrait commencer de se redresser dans la deuxième moitié de 2011, sous l'impulsion de la demande intérieure privée. L'investissement dans les projets liés à l'énergie devrait s'accroître sensiblement à compter de la fin de 2011. Le taux de chômage devrait continuer d'augmenter jusqu'à la fin de 2011 mais revenir à 7 % à la fin de 2012. L'inflation devrait continuer de baisser pour se situer à 1.6 % en 2012. La balance des opérations courantes devrait s'améliorer pour dégager un excédent de 2½ pour cent du PIB en 2012, grâce à une amélioration des termes de l'échange et à une baisse du déficit au titre des revenus des facteurs.

Les retards dans la restructuration de la dette et le désendettement correspondant pourraient ralentir la reprise

La décision de la Cour suprême concernant les prêts indexés sur devises pourrait retarder la restructuration de la dette du secteur privé et décourager l'IED en Islande, ce qui pèserait sur les perspectives de croissance. La longueur des procédures administratives et les difficultés financières pourraient aussi empêcher la réalisation de projets à forte intensité énergétique en 2011, encore que ces retards puissent avoir des retombées positives en 2012 si les investissements en question sont simplement différés d'une année. On peut craindre également que le désendettement soit plus important que prévu, ce qui réduira la consommation privée et les dépenses d'investissement. En revanche, si un accord final était conclu avec le gouvernement britannique et le gouvernement néerlandais à propos des dépôts d'Icesave, la réintégration de l'Islande sur les marchés mondiaux des capitaux serait facilitée et l'IED dans le pays connaîtrait une augmentation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-21-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.